

Déclaration de politique étrangère 2023

Le ministre des Affaires étrangères Tobias Billström a prononcé le 15 février 2023 la déclaration annuelle de politique étrangère du gouvernement à l'occasion du débat parlementaire sur la politique étrangère.

La déclaration prononcée fait foi.

Monsieur le Président du Parlement suédois

Je voudrais tout d'abord exprimer les sincères condoléances du gouvernement à tous ceux, y compris en Suède, ayant perdu des êtres chers dans la catastrophe causée par le tremblement de terre survenu en Turquie et en Syrie. C'est une énorme tragédie de constater la perte de tant de vies humaines.

Le message du gouvernement à la Turquie est clair. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour apporter notre aide. Les secouristes suédois ont contribué à la recherche de survivants. Des fonds humanitaires supplémentaires ont été débloqués pour la Syrie et la Turquie. En tant que pays assurant la présidence de l'UE et, en coopération avec la Commission européenne, nous avons lancé l'initiative d'organiser une conférence des donateurs.

Monsieur le Président du Parlement suédois

La Suède se trouve dans une nouvelle ère.

Il n'y a pas d'autre façon de décrire la situation.

Une guerre de grande ampleur résonne à nouveau en Europe et nous sommes en train d'assister, dans notre pays, au plus grand changement de politique étrangère depuis notre adhésion à l'Union européenne.

L'invasion de grande envergure menée par la Russie contre l'Ukraine témoigne d'un mépris total pour le droit international et l'ordre de sécurité européen, ainsi que pour les règles les plus fondamentales de la Charte des Nations unies.

Nous devons donc être lucides, ce n'est pas seulement la liberté de l'Ukraine qui est en jeu, mais également notre liberté ici même en Suède.

La Russie a pour objectif de remplacer l'ordre de sécurité européen et de nous renvoyer à une époque où la violence prime sur la justice.

C'est pourquoi le président Zelensky a tout à fait raison lorsqu'il affirme que ses soldats se battent non seulement pour la survie de l'Ukraine, mais aussi pour *notre* sécurité et *nos* valeurs.

Compte tenu de cela, la Suède change à présent de cap dans sa politique étrangère, de sécurité et de défense. Le gouvernement mènera avant tout une politique étrangère suédoise et européenne, où les intérêts et les valeurs démocratiques de la Suède sont au cœur de cette politique.

C'est donc avec beaucoup d'humilité et de sérieux que je présente aujourd'hui devant le Parlement suédois, en tant que ministre des Affaires étrangères, la première déclaration de politique étrangère du gouvernement.

Monsieur le Président du Parlement suédois

La cause de l'Ukraine est la nôtre.

Cette attaque a un impact majeur sur la stabilité de notre voisinage. Elle affecte la Suède et l'ensemble de la situation de sécurité mondiale.

Notre soutien à l'Ukraine est par conséquent considérable.

Depuis la guerre d'Hiver russo-finlandaise, la Suède n'a jamais fourni d'équipements militaires à un pays en conflit armé, tel que nous le faisons vis-à-vis de l'Ukraine.

Depuis l'invasion de grande ampleur menée par la Russie en février 2022, l'aide suédoise à l'Ukraine s'élève à plus de 14 milliards de couronnes suédoises.

La Suède a fourni à l'Ukraine un soutien militaire et des armes de pointe, elle lui a également fourni un soutien humanitaire et financier, un soutien à la gestion des crises civiles, à la reconstruction du pays et aux réformes. La Suède apporte également son soutien à la liberté des médias, à la cybersécurité et à la poursuite en justice des auteurs des crimes. Aucune aide future n'est exclue.

La Suède sera également un partenaire de premier plan de l'Ukraine dans la reconstruction du pays. Il est estimé que le pays sera cette année le premier bénéficiaire d'aide bilatérale en provenance de la Suède. La Suède reste et restera aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra.

Monsieur le Président du Parlement suédois

L'aide totale de l'UE à l'Ukraine s'élève à plus de 50 milliards d'euros. Les pays membres de l'UE ont conjointement imposé les sanctions les plus lourdes et les plus vastes jamais prises afin d'aider l'Ukraine à gagner la guerre.

En tant que pays assurant la présidence de l'UE, l'une de nos missions les plus importantes est de maintenir l'unité entre les États membres de l'UE et de continuer à apporter un soutien à l'Ukraine ainsi qu'à imposer de nouvelles sanctions à la Russie et au Bélarus.

La Suède et l'UE s'efforcent de tenir responsables les auteurs des crimes commis lors de l'agression de la Russie en Ukraine. Les responsables doivent être poursuivis en justice et condamnés. Nous soutenons la création d'un tribunal pour ces crimes d'agression et saluons la création d'un centre international pour la poursuite en justice de ces crimes. De même, la Suède encourage les poursuites en justice par l'intermédiaire de la Cour pénale internationale (CPI), du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (CDH) et de l'OSCE.

L'adhésion future de l'Ukraine à l'UE bénéficie d'un fort soutien de la Suède. Malgré la guerre en cours, l'Ukraine œuvre de manière ambitieuse et à un rythme impressionnant sur les réformes nécessaires. Au cours du printemps et pendant notre présidence, l'Ukraine sera informée par l'UE de l'état d'avancement de ses réformes, ce qui constitue une étape importante de sa future adhésion à l'UE. La place de l'Ukraine est en Europe.

Monsieur le Président du Parlement suédois

Notre adhésion prochaine à l'OTAN implique une nouvelle identité de politique étrangère et de sécurité pour la Suède. Nous deviendrons un allié et nous aurons des engagements contraignants mutuels en matière de défense.

Le gouvernement a l'intention de soumettre au Parlement le projet de loi sur l'adhésion de la Suède à l'OTAN en mars prochain.

Le soutien fort du Parlement et de l'opinion publique suédoise à la candidature de la Suède est une force pour notre pays. Nous bénéficions également d'un soutien très fort de la part des pays membres de l'OTAN, qui se manifeste, entre autres, par des garanties de sécurité d'un grand nombre de pays de l'OTAN.

Nous avons bien avancé dans le processus d'adhésion : à ce jour, 28 des 30 États membres ont ratifié l'adhésion de la Suède. Seules la Turquie et la Hongrie ne l'ayant pas fait. Nous avons respecté tous les éléments de l'accord trilatéral avec la Turquie et la Finlande et nous poursuivons sa mise en œuvre. Le gouvernement continuera à rechercher un large soutien parlementaire pour la nouvelle politique de sécurité, notamment par le biais du comité de défense.

L'adhésion renforcera notre influence en matière de politique de sécurité et notre contribution à la sécurité et à la stabilité dans l'ensemble de la zone euro-atlantique. En tant que membre de l'OTAN, la Suède remplira ses engagements en vertu du traité de l'OTAN et envers l'ensemble des alliés.

Nous serons un allié sur qui compter.

Nous pouvons contribuer à l'OTAN grâce à nos compétences uniques. La technologie suédoise sera, notamment un atout précieux pour le développement des capacités militaires des pays alliés. La Suède est, avec la France, un des deux seuls pays de l'UE ayant la capacité de lancer des satellites. Nous sommes une nation spatiale de premier plan et nous continuerons à être à la pointe dans ce domaine.

La Suède est engagée sans équivoque dans la lutte contre le terrorisme et le restera en tant que membre de l'OTAN.

Comme la Norvège et le Danemark, la Suède rejoint l'OTAN sans aucune réserve formelle. Cependant nous ne pensons pas, pas plus que les autres pays nordiques, qu'il soit approprié en temps de paix de placer des armes nucléaires sur notre territoire.

La Suède reste attachée au contrôle des armements, au désarmement et à la non-prolifération. Nous continuerons par conséquent à poursuivre l'initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire et veillerons à ce que la norme contre l'utilisation d'armes chimiques et biologiques soit respectée.

Les conditions des efforts stratégiques de la Suède sur les questions de sécurité sont également renforcées par le biais du Conseil national de sécurité mis en place par le gouvernement.

La Suède sera plus forte avec l'OTAN et l'OTAN sera plus forte avec la Suède.

Monsieur le Président du Parlement suédois

Il n'est un secret pour personne que ce gouvernement, compte tenu de la nouvelle situation de sécurité, axera ses efforts sur le voisinage de la Suède.

Tout d'abord avec notre partenaire le plus proche - la Finlande. Nous sommes géographiquement, historiquement et culturellement liés à la Finlande. L'adhésion de la Suède et de la Finlande à l'OTAN approfondissent davantage notre relation.

La famille nordique est l'une des coopérations régionales les plus anciennes et les plus approfondies au monde. Prise dans son ensemble, la région nordique pourrait se qualifier non seulement pour le G20, mais aussi pour le G10. Nous sommes un chef de file en termes de liberté économique, d'innovation et de compétitivité.

Le gouvernement présidera avec ambition en 2024 le Conseil nordique des ministres ainsi que le N5 (qui comprend les pays nordiques) et le NB8 (qui comprend, en plus des pays nordiques, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie). Ces formats offrent de bonnes conditions au renforcement de nos liens nordiques et baltes.

La Suède continuera à œuvrer à la réalisation de la vision 2030 de la région nordique comme la région la plus durable et la plus intégrée du monde.

Monsieur le Président du Parlement suédois

La Suède continuera à être un partenaire moteur et constructif dans la coopération européenne. Nous devons oser montrer la voie, former des coalitions avec des pays partageant les mêmes idées et valeurs et défendre clairement ce en quoi nous croyons et ce qui est un atout pour la Suède et l'Europe. Ce gouvernement saisira les grandes opportunités que nous offrent l'UE et se projettera au-delà de la présidence.

Alors que les menaces augmentent, nous, Européens, devons rassembler nos forces. C'est pourquoi il est important que la Suède entretienne des relations étroites avec tous les États membres. Lorsque les 27 membres de l'UE sont unis, notre voix est forte et nous pouvons faire la différence.

Outre le renforcement de la sécurité de l'Ukraine et de l'Europe, nos priorités au cours de la présidence de l'UE sont d'améliorer la compétitivité de l'UE et de promouvoir une politique climatique européenne ambitieuse. Nous défendons la démocratie libérale et l'État de droit.

En regardant autour de nous, nous pouvons constater que les États européens se sont rapprochés et que nous sommes plus unis aujourd'hui que nous ne l'avons jamais été. Nous devons élargir notre communauté davantage.

L'élargissement de l'UE est un outil important pour renforcer les liens dans le voisinage immédiat et contribue à la paix, à la stabilité et à la prospérité.

L'élargissement ne doit pas être inconditionnel. Les réformes nécessaires doivent être menées à bien dans les domaines des droits fondamentaux et de la démocratie et des mesures vigoureuses doivent être prises pour lutter contre la corruption et la criminalité organisée.

En tant qu'un des initiateurs du Partenariat oriental, la Suède a une voix forte. La coopération doit être développée et rendue plus flexible, grâce à des formats bien adaptés à chaque pays au sein du partenariat.

L'UE doit entretenir des relations approfondies et tournées vers l'avenir avec le Royaume-Uni, notamment dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité.

Monsieur le Président du Parlement suédois

La Suède poursuit et continuera de poursuivre un ambitieux programme de libre-échange. Grâce au commerce, l'économie suédoise a pu se construire et a contribué à une image de marque forte à l'international. Grâce à un marché libre et ouvert, les entreprises innovantes et compétitives contribuent à la croissance et au bien-être ainsi qu'à la transition écologique et numérique.

Les nouvelles technologies et nouveaux produits émergents, tels que l'intelligence artificielle, les ordinateurs quantiques et les biotechnologies, amélioreront les conditions de vie des personnes.

Il n'en existe pas pour autant moins de risques. Le contrôle des nouvelles technologies implique une dimension géopolitique et ceci est essentiel pour la sécurité nationale et mondiale. La Suède peut jouer un rôle central et être une nation de rang mondial en matière de recherche et de haute technologie.

Une partie importante de ce travail est menée par le biais du Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis (CCT), au sein duquel la Suède organise une réunion ministérielle au cours de la présidence de l'UE. Le TTC est un format de coopération important pour tenter d'établir des règles du jeu communes transatlantiques en matière de technologie et pour affronter la concurrence entre grandes puissances.

La Suède continuera à jouer un rôle moteur dans les questions liées à la cybernétique.

Pour élever davantage le niveau d'ambition, le gouvernement présentera, dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité, une stratégie sur les questions cybernétiques et numériques. La stratégie définira les points de départ et les objectifs de la Suède pour les années à venir. La stratégie veillera également à ce que notre politique cybernétique et numérique soit conforme à nos intérêts en matière de politique de sécurité et de défense et qu'elle promeuve les valeurs de notre politique étrangère.

Le gouvernement a pour intention de créer également un poste d'envoyé spécial pour les questions cybernétiques internationales.

Monsieur le Président du Parlement suédois

Avec une guerre en Europe, il est inévitable que notre voisinage immédiat soit une priorité absolue de la politique étrangère. Mais notre politique étrangère aura toujours une importante dimension mondiale.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont joué un rôle primordial pour la sécurité de l'Europe. Le Canada est également un partenaire important pour la Suède et l'Europe. Nous, Européens, devons faire davantage pour renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur de politique de sécurité, mais nous avons encore besoin d'un lien transatlantique fort.

La Chine est la deuxième économie du monde et un pays chef de file dans le domaine technologique, cependant la Chine est gouvernée par un régime autoritaire aux ambitions mondiales croissantes. Nous devons en tenir compte. Nous sommes favorables au dialogue et à la coopération lorsque cela est possible et conforme à nos intérêts et à nos valeurs, notamment lorsqu'il s'agit de promouvoir le commerce équitable et faire face au changement climatique. En même temps, nous continuons, avec le reste de l'UE, à dénoncer les violations des droits de l'homme.

Les intérêts de la Suède vis-à-vis de la Chine sont mieux servis par une approche européenne commune et une coordination transatlantique.

Cela vaut également pour Taïwan, où nous voulons poursuivre notre coopération dans le cadre de la politique de la « Chine ». Le changement de ton de la Chine à l'égard de Taïwan est inquiétant.

Monsieur le Président du Parlement suédois

Nous devons soigneusement définir les partenaires stratégiques actuels de la Suède et ceux de demain.

De nombreux pays de l'océan Indien, du Pacifique et d'Amérique latine sont depuis longtemps des partenaires importants en matière de politique étrangère et commerciale. Le potentiel de développement conjoint est important, notamment grâce aux possibilités qui existent pour les entreprises suédoises d'accroître leurs activités, notamment en termes de transition écologique.

Le gouvernement espère que l'accord de libre-échange entre l'UE et la Nouvelle-Zélande pourra être signé au cours du printemps et que les négociations avec l'Australie pourront être conclues dans le courant de l'année.

La présidence suédoise de l'UE coïncide avec la présidence japonaise du G7 et la présidence indienne du G20, ce qui donnera un nouvel élan à nos relations bilatérales.

Monsieur le Président du Parlement suédois

La Suède a bâti sa prospérité sur le commerce. Le commerce est un vecteur essentiel pour établir des relations et pour sortir de la pauvreté. Si la pauvreté s'amenuise et si les sociétés peuvent se concentrer sur autre chose que sur les besoins les plus fondamentaux, alors le risque de conflit s'amointrit et ceci favorise le processus de démocratisation. C'est pourquoi nous intégrons la politique de coopération internationale au développement et la politique commerciale.

La coopération internationale au développement sera utilisée dans une plus large mesure comme levier pour renforcer la démocratie et la participation des pays à l'économie mondiale. Cela nécessite un recalibrage de la politique globale de coopération internationale au développement. Le gouvernement élève son ambition pour rendre la coopération internationale au développement plus ciblée, pertinente, efficace et plus transparente. Les objectifs doivent être fixés en fonction de la qualité et des résultats.

Outre l'aide à l'Ukraine, la priorité sera donnée à la lutte contre la pauvreté et aux initiatives en matière de santé au profit des plus vulnérables, à l'aide humanitaire, à la démocratie et aux droits de l'homme, aux actions renforcées contre le changement climatique ainsi qu'aux efforts pour améliorer les droits et les possibilités des femmes et des filles. L'aide sera réorientée et transférée des organisations multilatérales vers la société civile.

L'accord de libre-échange continental africain ZLECAf présente un grand potentiel pour le développement économique en créant la zone de libre-échange la plus étendue au monde.

La Suède restera engagée au Moyen-Orient, au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs africains, ainsi qu'en Asie occidentale et en Asie du Sud et du Sud-Est.

En ce qui concerne la relation Israël-Palestine, la Suède œuvrera pour une solution à deux États fondée sur le droit international.

Je profite également de cette occasion pour exprimer mes remerciements et ceux de tout le gouvernement au personnel qui a servi dans le cadre de la contribution suédoise à l'opération intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, la MINUSMA. Si l'évolution est loin d'avoir pris la tournure que nous avions espérée, nous, Suédois, pouvons être fiers des missions effectuées.

Monsieur le Président du Parlement suédois

Le fait d'exclure les femmes de l'éducation, de la vie professionnelle ou de leur refuser le droit de participer à la société, comme c'est actuellement le cas en Afghanistan et ailleurs, constitue une violation de leurs droits humains. Ce gouvernement choisira de mener une approche stratégique de l'égalité des genres au sein de la politique étrangère et de la coopération internationale au développement.

La Suède soutient plusieurs initiatives en faveur de l'égalité des genres et de la santé sexuelle et reproductive, notamment dans les zones de conflit où les femmes sont victimes de violences sexuelles, d'exploitation à des fins de prostitution et de traite des êtres humains. Nous avons soutenu la création de centres en Ukraine et dans les pays voisins où les femmes peuvent, en un même lieu, bénéficier d'un soutien médical, juridique et psychosocial gratuit.

L'égalité de valeur de chaque individu, indépendamment de son sexe, de son âge, de son orientation sexuelle ou de sa religion, est une question de liberté. Plusieurs groupes religieux minoritaires, tels que les chrétiens et les Ouïgours, sont victimes d'oppression dans le monde entier.

En ce qui concerne l'Iran, nous exercerons une forte pression politique dans le cadre de l'UE pour faire cesser la répression violente, pour faire respecter les droits humains des citoyens iraniens, pour le droit de manifester et pour celui de ne pas être détenu arbitrairement ou exécuté brutalement. Leur droit à la vie et à vivre libre.

Les activités nucléaires de l'Iran, son rôle déstabilisateur dans la région et sa coopération militaire avec la Russie suscitent également des inquiétudes.

Le gouvernement agit de manière bilatérale, ainsi qu'au sein de l'UE et des Nations unies. Au sein de l'UE, nous examinons en permanence les mesures à prendre, celles qui sont juridiquement réalisables et les plus efficaces. Des trains de sanctions supplémentaires sont à prévoir.

L'ONU est confrontée à des défis majeurs car les différences de politiques des divers pays empêchent la communauté internationale d'agir avec force. La Suède s'efforcera de construire des alliances au sein des Nations unies, d'avoir une approche à long terme et de faire preuve de ténacité. Le gouvernement continuera à œuvrer en faveur de solutions efficaces qui répondent aux besoins de l'action climatique mondiale, de l'action humanitaire et du développement durable et qui préservent la paix, la sécurité et les droits de l'homme.

Monsieur le Président du Parlement suédois

Le gaz est devenu une arme géopolitique et l'agression de la Russie a accéléré la transition vers une énergie décarbonée. La transition verte est nécessaire et offre de nouvelles possibilités d'emploi et de croissance. Nous devons tirer pleinement parti des synergies entre le financement dédié au climat, le commerce et l'innovation. Le gouvernement travaillera donc en étroite collaboration avec les entreprises afin de promouvoir les exportations et le commerce extérieur, les investissements et la compétitivité de la Suède.

La relation entre la politique climatique au sens large et la politique de sécurité est de plus en plus vitale. Le gouvernement entend donc augmenter et rationaliser l'aide financière destinée aux initiatives climatiques. Cette aide doit inclure un soutien aux mesures d'adaptation au climat, à la résilience et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Monsieur le Président du Parlement suédois

La mission consulaire et le travail d'assistance aux ressortissants suédois qui se trouvent en situation d'urgence restent inchangés. Il s'agit par exemple de personnes qui sont confrontées, lors de voyages, à des catastrophes naturelles, à des accidents majeurs, sont victimes de délits ou encore sont détenues pour diverses raisons.

La pandémie de COVID-19 et l'opération d'évacuation d'Afghanistan se passent de commentaires sur l'importance d'être préparés et capables d'agir rapidement quand cela est nécessaire.

Le gouvernement continuera ses efforts, de part lui-même et avec d'autres, pour obtenir la libération de Dawit Isaak et Gui Minhai. Il en est de même concernant d'autres cas complexes de Suédois détenus.

Monsieur le Président du Parlement suédois

L'évolution de la démocratie est souvent décrite comme un mouvement de balancier. La guerre qui sévit dans notre voisinage immédiat et l'émergence de forces autoritaires font repartir ce balancier en arrière.

Mais nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour accélérer le renouveau de la démocratie et de la liberté.

Le peuple suédois a fait preuve d'une admirable solidarité. Beaucoup ont organisé des collectes et ont fait des dons à l'Ukraine. Nous avons également renforcé notre préparation aux crises.

La Suède est également le pays de l'UE, dans lequel la quasi-totalité de la population, soit 97 %, soutient l'aide apportée par l'UE à l'Ukraine. Ce chiffre témoigne clairement que la défense des principes fondamentaux de la démocratie est chère aux Suédois.

La paix et la démocratie ne sont pas acquises pour toujours. Elles doivent être gagnées par chaque génération, par chaque État et doivent être constamment défendues.

Je peux constater que vous êtes beaucoup à vouloir défendre la liberté.